

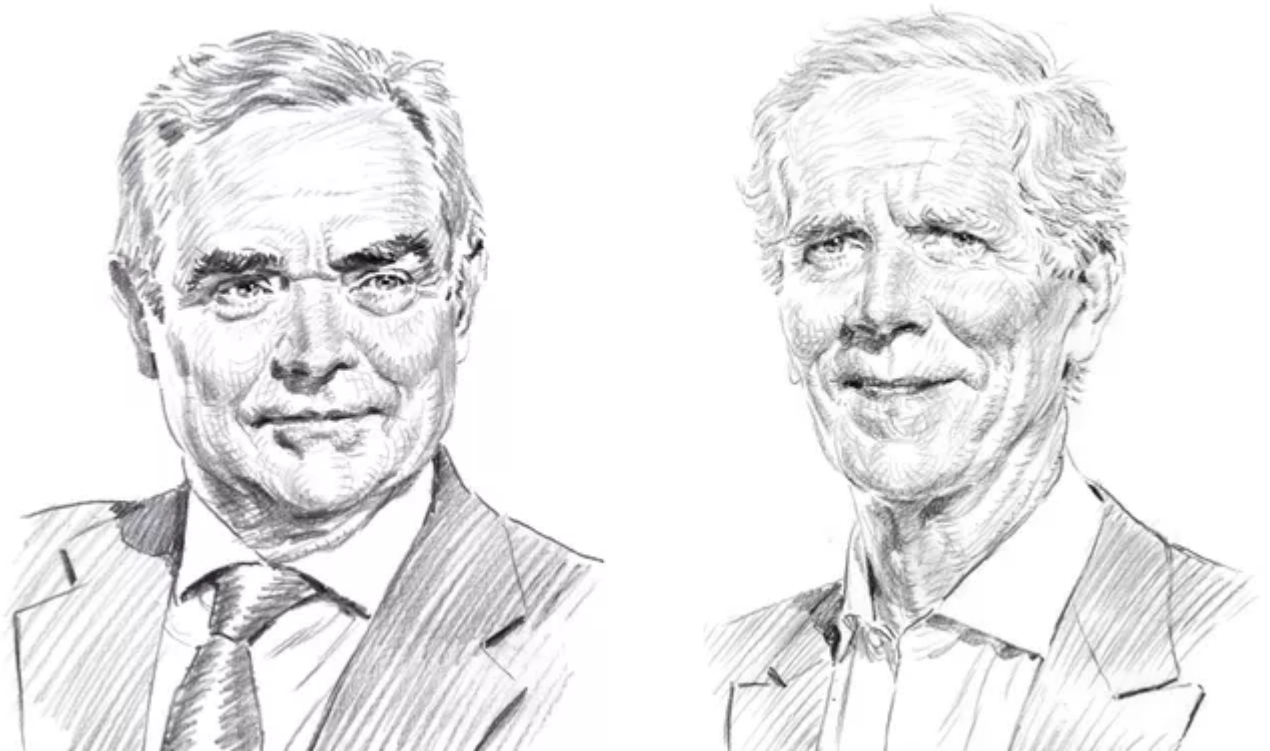


« Avec la PPE 3, la France persiste à saborder sa filière nucléaire »

Par Bernard Accoyer et Xavier Moreno

Il y a 12 minutes

industrie centrale nucléaire Energie



Bernard Accoyer et Xavier Moreno. Fabien Clairefond

TRIBUNE - La feuille de route énergétique du gouvernement, présentée ce jeudi par Sébastien Lecornu, ne permettra pas de stopper une politique qui nuit à la compétitivité, au climat, au pouvoir d'achat et à notre souveraineté, regrettent Bernard Accoyer, ancien président de l'Assemblée nationale et Xavier Morenole, président du Céréme.

Bernard Accoyer est ancien président de l'Assemblée nationale et président de PNC France. Xavier Moreno est président du Cercle d'étude réalités écologiques et mix énergétique, un think-tank qui se présente comme ayant l'ambition de « promouvoir un débat objectif sur le choix du mix énergétique en France ».

« Errare humanum est », l'erreur est humaine. Après 15 années d'errements, le chancelier Merz vient de dire clairement au peuple allemand que l'abandon du nucléaire et le pari sur l'éolien et le solaire, couplés au gaz et charbon quand le vent et l'ensoleillement font défaut, ont été une grave erreur. Reconnaître l'erreur est le préalable à sa correction.

La France, qui a copié et subi l'influence néfaste des Verts allemands, s'enfonce manifestement dans le « perseverare diabolicum ». On se demande si notre ministre de l'Économie a prêté attention aux déclarations du chancelier quand il nous annonce la publication toute proche d'un décret PPE 3 dont les dernières modifications ne sont que marginales, sans donner l'indispensable coup d'arrêt à une politique énergétique qui nuit à la compétitivité, au climat et au pouvoir d'achat des Français et à notre souveraineté.

RTE a mis à la disposition de chaque citoyen une application, Eco2mix, qui montre, heure par heure, la réalité de la production et de la consommation d'électricité. Elle révèle, par ses graphiques limpides, que la prétendue « complémentarité » du nucléaire avec les renouvelables intermittentes est un pur mensonge technique. Le nucléaire, grâce auquel nous avons une électricité abondante, décarbonée et compétitive, doit fonctionner sans à-coups de production. Son complément doit être une énergie pilotable comme l'hydraulique ou les centrales au gaz ou biogaz, très flexibles pour s'adapter aux variations de la demande. Accroître la puissance installée en éolien et solaire, qui fluctuent au gré de la météo, et qui est déjà équivalente à la puissance de 45 réacteurs nucléaires, aggraverait les difficultés d'équilibrage du réseau dans un contexte de forte surproduction d'électricité et de stagnation persistante de la demande. C'est pourtant ce qui va se passer si le projet de décret n'est pas substantiellement modifié.

Refus de voir la réalité

EDF vient de tirer la sonnette d'alarme à ce sujet dans un rapport dont le gouvernement refuse la publication qui évoquerait des « *risques majeurs pour la collectivité* », au moins sur le plan de la longévité des réacteurs et en termes financiers, si on continuait à développer l'éolien et le photovoltaïque au-delà des niveaux actuels, niveaux qui forcent déjà à une modulation trop fréquente et brutale de la production nucléaire.

On peut se demander si c'est l'idéologie, une concession de couloir à l'écologie politique et à la gauche fréquentable ou l'influence irrésistible des lobbies de ces énergies qui expliquent le refus des plus hautes autorités publiques de voir la réalité ? Pourtant l'erreur se paye déjà comptant pour les consommateurs, avec un doublement

du prix de l'électricité depuis le « Grenelle de l'environnement » et pour le budget de l'État avec des crédits de soutien aux EnRI portés à 12 milliards d'euros cette année et qui augmenteront encore en 2027.

En conclusion, on espère que le premier ministre, qui entend porter un regard neuf et sans préjugés sur les blocages hérités de ses prédécesseurs, remaniera en profondeur le projet de PPE 3 autour de trois idées simples : donner le feu vert attendu pour la relance du nucléaire ; stopper toutes les aides publiques ou garanties de prix à tout nouveau projet d'énergie intermittente, éolien ou solaire ; redéployer les économies réalisées vers les investissements de décarbonation des secteurs qui utilisent encore l'énergie fossile : industrie, transports, tertiaire et logement, responsables de trois quarts des émissions de CO₂ en France.

Risque de pénurie d'électricité

Les promoteurs éoliens ou photovoltaïques ont annoncé qu'ils allaient pouvoir stocker l'électricité pour la vendre lorsque la demande est forte et les prix spot élevés. Laissons-les développer leurs projets à leur risque, sans aide de l'État, faute de garantie sur la portée et la viabilité économique et environnementale de ce stockage.

Quant au risque de pénurie d'électricité brandi par les mêmes lobbies, la France est plutôt menacée de subir 10 années d'austérité et de faible croissance pour remettre de l'ordre dans ses finances publiques, comme l'a dit dans une récente tribune l'un des plus lucides et compétents responsables publics, le directeur général de la BPI. La raison commande d'attendre quelques années et de voir s'inverser réellement la courbe de la demande d'électricité, et se résorber la situation de forte surcapacité actuelle, avant de relancer les moyens de faire face à un éventuel risque de pénurie aux heures de pointe. Risque qu'une énergie intermittente non pilotable est par définition incapable de réduire.

N'oublions pas non plus, pour préparer l'avenir, les immenses perspectives technologiques des réacteurs nucléaires de quatrième génération pour recycler le combustible, ni les progrès de la fusion, pour que la France reste à l'avant-garde de ces technologies, plutôt que de gaspiller l'argent du contribuable et du consommateur dans d'inutiles et nuisibles panneaux photovoltaïques chinois ou turbines éoliennes importées.

[La rédaction vous conseille](#)

- Nucléaire : la France dépend-elle vraiment de la Russie pour son uranium ?
- Petits réacteurs nucléaires (SMR): une 2e start-up dépose une demande d'autorisation en France
- Nucléaire, renouvelables, « surcapacité »... Ce que révèle le dernier bilan prévisionnel de RTE sur l'électricité en France

Sur le même thème

Le distributeur de matériel électrique Rexel porté par les États-Unis et les data centers 🇺🇸

En 2026, le groupe vise une croissance de son chiffre d'affaires comprise entre 3 % et 5 % et une marge opérationnelle (Ebita) autour de 6,2 %.

Industrie : la concurrence chinoise plus menaçante que jamais 🇺🇸

DÉCRYPTAGE - Un rapport du haut-commissariat au Plan estime que 36 % de la production manufacturière en France et près de 70 % en Allemagne sont menacés par la concurrence chinoise.

Nicolas Baverez et Vincent Brenot : « L'écologie a été détournée en arme de destruction massive de l'activité, de l'emploi et de la souveraineté » 🇺🇸

TRIBUNE - La réindustrialisation du pays est compromise par un militantisme environnemental dévoyé et radicalisé et engagé dans une dérive préoccupante, déplorent les deux avocats, alors que le groupe écologiste à l'Assemblée nationale doit défendre une série de propositions de loi, lors de sa niche, ce 12 février.

ArcelorMittal entrevoit une lueur d'espoir pour l'acier européen 🇺🇸

DÉCRYPTAGE - Après des années où les activités européennes représentaient le maillon faible du groupe sidérurgique, ce dernier porte désormais un regard positif sur le Vieux Continent.

La douloureuse conversion de l'Union à une «préférence européenne» 🇺🇸

Plus d'un millier de chefs d'entreprises européens soutiennent dans une tribune le projet du commissaire Stéphane Séjourné de flécher l'argent public vers les seules productions européennes.

Entreprises « stratégiques » : ce n'est pas quand elles sont vendues qu'il faut s'en soucier 🇫🇷

ANALYSE - Le gouvernement a interdit une cession d'activité par Eutelsat mais a autorisé la vente de LMB Aerospace et de Biogaran. Dans les trois cas, il n'existait aucune offre française.

Accord Europe-Inde : une porte de sortie pour les vins, spiritueux et l'industrie française 🇫🇷

DÉCRYPTAGE - Alors que l'accord avec les pays du Mercosur est en suspens, ce nouveau traité va démanteler certains droits de douane sur les biens et services, mais aussi dans les industries mécaniques.

Fiscalité, investissement, emploi : l'industrie française dans la tourmente 🇫🇷

DÉCRYPTAGE - La dynamique de réindustrialisation du pays est grippée, entre faillites en hausse, carnets de commandes en berne et compétition internationale exacerbée.

Pourquoi SNCF Voyageurs commande de nouveaux TGV à Alstom malgré les retards de livraison 🇫🇷

DÉCRYPTAGE - Le groupe ferroviaire a acheté quinze trains à grande vitesse supplémentaires bien que l'industriel ne tienne pas ses délais pour fournir son matériel roulant.

En Chine, les secteurs d'avenir tardent à remplacer les vieux moteurs de la croissance 🇫🇷

DÉCRYPTAGE - Véhicules électriques, batteries, intelligence artificielle... Ces secteurs sont loin de compenser le recul des anciens moteurs de l'activité, comme l'immobilier.